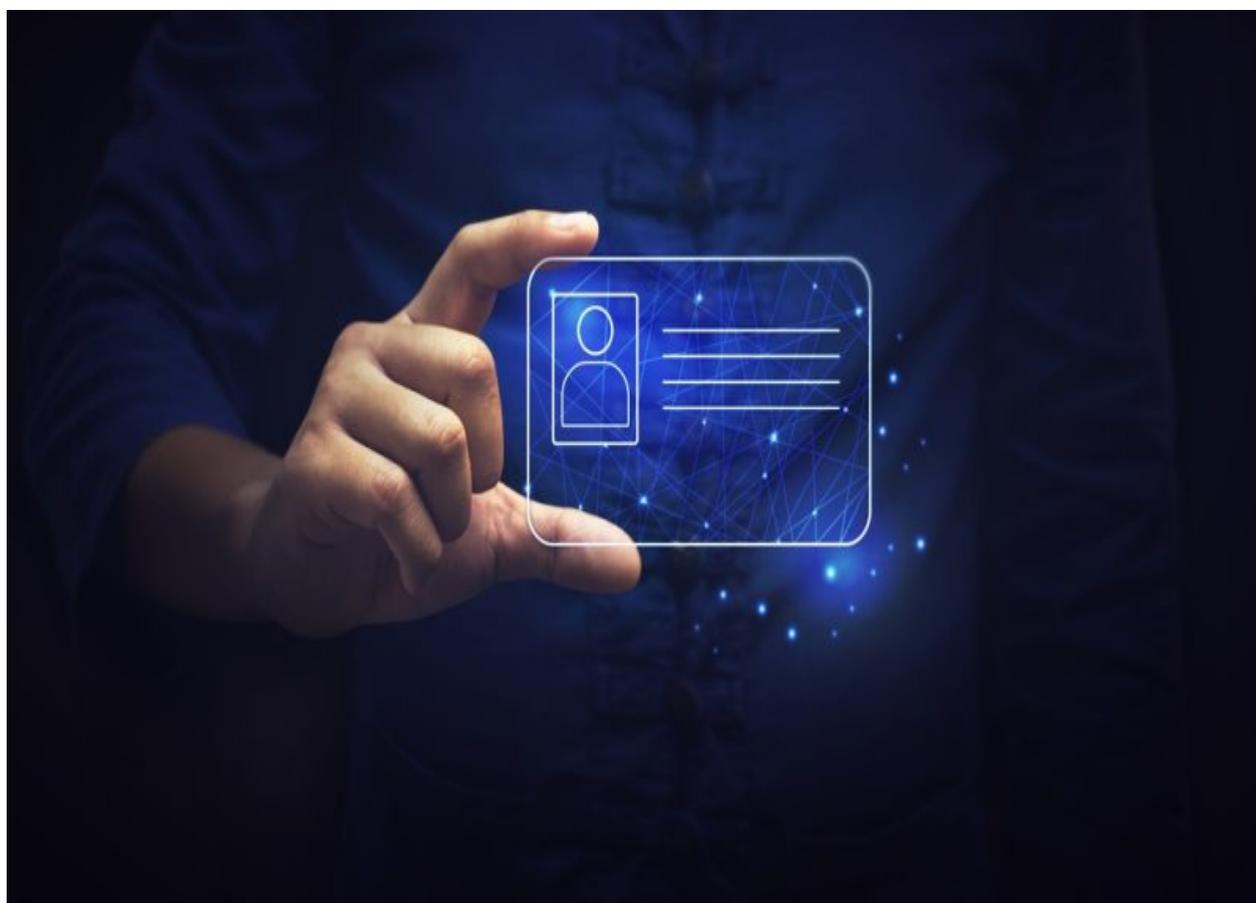




Lancement du portefeuille d'identité numérique européen à Paris



La Commission européenne promeut sur son site des projets « à grande échelle [qui] testeront les spécifications techniques [...] pour le portefeuille d'identité numérique de l'UE. » [Arnont.tp / Shutterstock]

Les ministres français et allemands du numérique Jean-Noël Barrot et Markus Richter ont participé lundi (10 juillet) au lancement à Paris des travaux du consortium POTENTIAL qui doivent aboutir d'ici 2025 au déploiement d'un portefeuille d'identité numérique européen.

Le consortium de projets POTENTIAL est co-présidé par la France et l'Allemagne.

Confidentialité - Conditions

Il est coordonné par l'Agence nationale des titres sécurisés (ANTS) représenté par Florent Tournois et coordonné techniquement par Moritz Heuberger, pour le compte du ministère allemand de l'intérieur.

POTENTIAL est, avec EWC, DC4EU et NOBID, un des 4 consortiums européens lancés par la Commission européenne pour tester des cas d'usages du futur portefeuille numérique européen.

Ces consortiums portent des projets « à grande échelle [qui] testeront les spécifications techniques [...] pour le portefeuille d'identité numérique de l'UE », promet la Commission sur son site.

Un total d'un peu plus de 90 millions d'euros a été alloué à ces différents projets de portefeuille numérique, dont la moitié est financée par le budget de l'UE.

Tous les pays membres de l'UE, plus la Norvège, l'Islande et l'Ukraine participent à un ou plusieurs consortiums.

Interrogé par EURACTIV, Florent Tournois, directeur de projets au sein de l'ANTS, explique que chacun de ces consortiums « se positionne sur des cas d'usages différents ».

Le consortium POTENTIAL

Pour sa part, POTENTIAL a pour objectif d'adresser des cas d'usages « citoyens », notamment d'accès aux services publics numériques, d'ouverture de compte en banque en ligne, de création de ligne téléphonique au moyen de cartes SIM, de dématérialisation du permis de conduire, de signature électronique et de prescriptions médicales numériques.

Lors de son allocution lundi, M. Barrot a défini la stratégie du consortium POTENTIAL comme « inclusive et pas à pas ». L'objectif est que, d'ici fin 2025, tous les cas d'usages de tous les consortiums soient prêts à être déployés et utilisés par les citoyens, entreprises et organisations européens.

Composé de 144 participants, ce consortium rassemble des organisations publiques et privées de 20 États, dont l'Ukraine et 19 membres de l'UE.

Le consortium a signé mi-mai son Grant Agreement (accord de prêt) avec la Commission européenne et débute officiellement ses travaux lors de son lancement au ministère de l'Économie à Paris les 10 et 11 juillet.

Anne-Gaëlle Baudouin, directrice de l'ANTS et du programme France Identité numérique a expliqué à EURACTIV certains cas d'usages sur lesquels la France allait être force de proposition, car a déjà développé des projets similaires.

En ce qui concerne l'accès aux services gouvernementaux, elle a rappelé l'existence de FrancIdentité, qui permet de prouver son identité en ligne, qui permettra d'ici les élections européennes de 2024 « de faire sa demande de procuration de vote de manière totalement dématérialisée ».



M. Tournois a de plus rappelé que « *la feuille de route [de] la dématérialisation du permis de conduire était prévue* » pour début 2024, ce qui met la France en pointe sur ce cas d'usage.

Prochaines étapes

Le consortium POTENTIAL devra publier un état des lieux d'ici septembre, qui permettra d'instaurer une feuille de route de développement des six projets d'ici à 2025.

© 1999 - 2023 | Efficacité et Transparence des Acteurs Européens . EURACTIV MEDIA NETWORK BV. | [Termes & conditions](#) | [Nous contacter](#)

